



ARRÊTÉ DU MAIRE
N° 2022.08.19/945

Thème : STATIONNEMENT

Objet : Autorisation donnée à l'entreprise FC Rénovation pour stationner une nacelle au niveau du 32 rue Pasteur du 19 au 23 Août 2022 afin d'effectuer des travaux de peinture extérieur.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental et notamment l'article 99.7,
- Vu la demande effectuée par l'entreprise FC Rénovation le 18 Août 2022,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin de permettre le bon déroulement de travaux de l'entreprise FC Rénovation, de prendre toutes les mesures nécessaires,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation donnée à l'entreprise FC Rénovation pour stationner une nacelle au niveau du 32 rue Pasteur du 19 au 23 Août 2022 afin d'effectuer des travaux de peinture extérieur.

Article 2 : Pour l'exécution des travaux, l'entreprise FC Rénovation mettra en place une nacelle. De ce fait, la chaussée sera rétrécie et occasionnera une gêne ponctuelle.

Article 3 : Le responsable du chantier est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin de maintenir une voie de circulation sur l'emprise du chantier pour le passage des véhicules de secours et de sécurité ainsi que pour les riverains. La sécurité des piétons ainsi que celle des personnes à mobilité réduite devra être constamment assurée par l'entreprise FC Rénovation.

Article 4 : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation réglementaire par l'entreprise FC Rénovation conformément aux textes en vigueur.

Article 5 : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation règlementaire.

Article 6 : Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

Article 7 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du Corps de Police Urbaine,
- le Responsable de la Police Municipale,
- le Directeur des Services Techniques,
- les Services Techniques Communaux
- l'entreprise FC Rénovation

Article 9 : Copie sera adressée à :

- le Centre de Secours Principal,
- la C.C.B

Fait à Briançon, le 18 Août 2022.

Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,

René MICHEL



Transmis-le :

Notifié le :

25 AOUT 2022